

Daniel Bensaïd

IV^e Internationale

Rapport sur la construction des sections européennes ^{1/}

Plan général :

Introduction

I — Un processus de redéfinition :

1. Changement de situation au milieu des années soixante-dix
2. Le document du XII^e congrès mondial
3. La crise en face (et ses effets)
4. Limites de ces reculs
5. La crise de direction révolutionnaire dans ce contexte
6. Un enjeu décisif : la jeunesse

II — Un nouveau changement de situation ?

1. La crise s'installe, s'aggrave, obscurcit l'horizon
2. Reprise des luttes défensives
3. Effets sur le mouvement ouvrier
4. Problèmes d'orientation

III — Problèmes de construction des sections et de l'Internationale

1. Effets de cette situation sur les courants politiques de radicalisation
2. Les sections de la IV^e Internationale dans ce contexte
3. La fonction pratique de la IV^e Internationale.

Introduction

Voici bientôt vingt ans que la sortie de l'entrisme a amorcé une nouvelle phase dans la construction des sections de l'Internationale

^{1/} Version rédigée du rapport présenté par Ségur aux stages d'été.

en Europe.

Il existe aujourd'hui des sections ou groupes sympathisants de la IV^e Internationale dans la plupart des pays d'Europe occidentale, à l'exception de la Finlande et de la Norvège. Les sections ont acquis une relative stabilité organisationnelle et directionnelle. Leur composition sociale a connu une transformation réelle au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Aujourd'hui, elles sont composées dans une large majorité de salariés, d'ouvriers et d'employés. Elles sont donc parvenues, au prix d'efforts volontaristes de prolétarianisation (au milieu des années soixante-dix, et au début des années quatre-vingt), à s'enraciner socialement, même si l'implantation et surtout la concentration des forces dans les secteurs industriels restent faibles.

La proportion de camarades femmes se situe entre 30 et 40 % dans les pays d'Europe du Nord, mais nettement au-dessous de 30 % en Europe latine.

Enfin, la moyenne d'âge des militants de plusieurs sections importantes s'élève et doit se situer autour de 35 ans ; ce qui est « vieux » pour des organisations révolutionnaires et indique un problème : les forces militantes reposent encore sur la génération de 68 en France, du « mai rampant » en Italie, des dernières années de lutte antifranquiste dans l'État espagnol, de la révolution portugaise..., sans que soit apparue la relève d'une nouvelle génération politique.

Depuis 1979 ont été relancées dans la plupart des pays des organisations de jeunesse. Comme en témoignent les camps d'été, elles permettent de tisser des liens avec de nouvelles couches qui entrent en lutte, de se sensibiliser à leurs formes propres de radicalisation. Mais ces organisations restent en tant

que telles d'une extrême fragilité, et l'entrée en crise de la section correspondante peut entraîner une régression immédiate, comme l'ont illustré récemment les quasi-disparitions des organisations de jeunesse en RFA et Grande-Bretagne.

Plus globalement, si nous représentons le seul courant réellement implanté et organisé à l'échelle européenne, nous n'en demeurons pas moins un courant minoritaire, non seulement par rapport aux grands partis traditionnels, sociaux-démocrates ou stalinien, mais y compris parmi les courants qui existent sur leur gauche. Rappelons pour mémoire l'existence de DP en Italie ; du MCE dans l'État espagnol, avec le problème spécifique d'HB au pays basque ; du Militant et du SWP en Grande-Bretagne ; du PTB en Belgique ; des Grünen en RFA ; de LO, du PCI et de la nébuleuse « arc-en-ciel » en France ; de VS au Danemark... Rares sont les pays où nous pouvons peser comme une réelle force politique nationale.

Cette situation n'est certes pas nouvelle. Mais elle se traduit différemment qu'au début des années soixante-dix. La perspective de crise révolutionnaire imminente (cf. résolution du X^e Congrès mondial, 1974), nourrissait l'espoir d'une « percée » rapide, quantitative et qualitative, dans un ou plusieurs pays. Cette percée permettrait une « transcroissance » d'ensemble de l'Internationale à l'échelle continentale.

Une telle vision permettait un projet de construction relativement homogène, à partir de petites organisations indépendantes, et des initiatives centrales communes, comme le rassemblement de Bruxelles sur l'Europe rouge (1970) ou la manifestation pour l'anniversaire de la Commune de Paris (1971).

Depuis la fin des années soixante-dix en

revanche, la classe ouvrière s'est globalement trouvée rejetée sur la défensive. Elle fait preuve d'une importante capacité de résistance, mais sans perspective de victoire révolutionnaire à court terme. Dans ces conditions, on assiste à un processus profond et différencié de réorganisation de la classe ouvrière. Les sections, mieux insérées dans leurs réalités nationales, y répondent par des tactiques de construction différentes, voire divergentes, tant en ce qui concerne les orientations que les choix de construction.

Pour ne prendre qu'un exemple récent... Au printemps 1987, à la veille des élections, les camarades de l'ISG britannique, dans un document d'orientation intitulé « La crise de l'impérialisme britannique et l'orientation des marxistes révolutionnaires », envisageait en ces termes l'éventualité d'une réélection de Thatcher : « Il y a un autre danger, d'un ordre tout à fait différent, mais qui nous concerne directement. C'est le danger que la colère et le désespoir dans certains secteurs du mouvement ouvrier, et en particulier parmi la jeunesse, crée un terrain propice à l'ultra-gauche, un retrait du travail dans le mouvement ouvrier organisé et un renforcement temporaire des organisations ultra-gauches. En aucun cas les marxistes révolutionnaires ne devraient être tentés de s'adapter à un tel état d'esprit ultra-gauche, comme ce fut parfois le cas dans la vieille organisation avec des conséquences stratégiques désastreuses à long terme. » Au même moment, la LCR de l'État espagnol était engagée unitairement avec le MCE dans la campagne de soutien à Herri Batasuna pour les élections européennes...

Concrètement, les deux groupes britanniques sont à présent dans le Labour Party. La majorité des camarades allemands a fusionné avec le DKP pour fonder une nouvelle

organisation, le VSP, qui n'est pas en tant que telle affiliée à la IV^e Internationale. Le MCE a fait, lors de son congrès de juillet 1987, une proposition de fusion à court terme à la LCR de l'État espagnol. Les camarades italiens ont repoussé il y a deux ans les propositions d'intégration de DP. La LCR française se trouve confrontée à l'éventualité de l'apparition d'une nouvelle organisation issue de la crise du PC.

Autrement dit, dans les pays européens clefs, les sections sont engagées dans des processus de regroupement, voire en Grande-Bretagne dans une tactique entriste à long terme. Cette situation rejaillit inévitablement sur la construction d'ensemble de l'Internationale en Europe et pose le problème de sa fonctionnalité pratique.

Le risque existe en effet de voir les sections aspirées par leurs réalités nationales, ne maintenir leur référence à l'Internationale que comme à une fraction idéologique, flottant au-dessus des orientations les plus disparates. Dans ce cas, le salut aux couleurs le plus sincère ne résisterait pas longtemps aux forces centrifuges. À moins que les pratiques les plus anonymes ne cherchent une compensation dans le maintien d'une orthodoxie cachée, abstraite et formelle.

Or, le problème réel est bien de définir sous quelle forme l'Internationale peut être un outil utile pour la construction des sections à l'étape actuelle : comment nous pouvons agir comme un réel courant politique actif, pesant sur les rapports de forces, prenant des initiatives, combinant les positions des sections au lieu de subir leur fragmentation. Il n'est peut-être pas toujours possible d'avoir une réponse uniforme à une question, compte tenu des initiatives politiques et organisationnelles dans lesquelles sont engagées les sections. Mais, dans ce cas, il vaut mieux disposer du cadre

permettant d'en discuter, de rapprocher les positions, de maîtriser les contradictions temporaires.

Sinon, chaque section sera tentée de théoriser sa situation propre et les différences de choix tactiques souvent, se convertiront inévitablement en oppositions de ligne.

I – Un processus de redéfinition

1. Un changement de situation au milieu des années soixante-dix

Un changement important de situation s'est produit au milieu des années soixante-dix, *grosso modo* entre 1974 et 1978. Jusqu'à ce tournant, on peut dégager trois données marquantes : globalement, à l'échelle continentale, la courbe des luttes, qui a connu en France la pointe exceptionnelle de 1968, s'élève jusqu'à 1976 : avec la grève de mineurs qui renverse le gouvernement conservateur en Grande-Bretagne (1974), avec les 10,7 millions de jours de grève en Italie, avec le record d'activité gréviste en Espagne au premier semestre 1976 ; parallèlement, il y a une poussée électorale des partis ouvriers en Europe du Sud, tandis que la social-démocratie est solidement installée dans les gouvernements (Grande-Bretagne, Suède, Hollande, Danemark, Allemagne, Autriche...). C'est la poussée du PC italien qui rejoint la Démocratie chrétienne avec près de 35 % en 1975-1976, de l'Union de la gauche en France aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977, la majorité du PS et du PC au Portugal au printemps 1975, la résurrection du PSOE aux élections de juin 1977 en Espagne, la montée du Pasok en Grèce ; enfin, dans plusieurs pays, sous la poussée de luttes ouvrières la première moitié des années soixante-dix enregistre une série de conquêtes et mises à jour d'acquis sociaux

à l'avantage du mouvement ouvrier, portant sur les droits syndicaux, le salaire minimum garanti, les congés payés, la formation professionnelle, la réglementation des licenciements économiques. Ainsi, en France, six grands accords sont conclus entre 1970 et 1974 entre patronat et syndicats, soit plus que pendant les vingt années précédentes.

Le tournant qui se produit au milieu des années soixante-dix est donc à la fois social et politique. Social : ce sont les premiers effets de la crise, l'apparition d'un chômage structurel massif. Politique : c'est le coup d'arrêt à la révolution portugaise (novembre 1975), la transition contrôlée en Espagne (1977), l'impasse du compromis historique en Italie, le début de la désunion de la gauche en France.

À ce niveau les directions réformistes portent la pleine responsabilité de cette première riposte sabotée, alors que la classe ouvrière abordait le premier choc de la crise avec des forces accumulées et une confiance intacte en ses propres forces. C'est leur politique de collaboration qui démobilise et désoriente : ralliement à l'austérité des gouvernements Callaghan dès 1976-1977, politiques de division acharnée en France et au Portugal, pactes de la Moncloa en Espagne, congrès de l'EUR en 1978 en Italie, amorce de « recentrage » de la CFDT dès 1978 en France...

De son côté, dès 1978-1979, le patronat réajuste sa politique face au mouvement ouvrier et prépare une double offensive :

- contre les acquis en commençant à avancer les thèmes qui deviendront ceux de la flexibilité : annualisation des ressources et du temps de travail, remise en cause des systèmes de protection sociale ;
- contre les positions syndicales dans les bastions, et en particulier contre l'avant-garde syndicale qui a pu se former dans l'entreprise

au cours des luttes précédentes, et constitue un obstacle aux mesures prévisibles de rentabilisation et de restructuration.

Ce tournant est aussitôt sensible dans l'activité de la classe ouvrière. Dès 1978 s'amorce un repli de la courbe des luttes. Dans plusieurs pays, il s'accompagne d'un début d'érosion des effectifs syndicaux. C'est également à cette date que commence un recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée, et un grignotage du pouvoir d'achat réel (en Belgique, Suède, Grande-Bretagne, France, Espagne, et plus spectaculairement au Portugal).

2. Le document de travail annexé au rapport sur la construction de l'Internationale du XII^e congrès mondial

Le XI^e congrès mondial de 1979, dans son document sur l'Europe, et dans son document international, enregistre les corrections nécessaires aux déviations ultra-gauches d'après 68. Mais, concernant les perspectives et les tâches, il était à côté de la plaque, comme pris à contre-pied par la victoire de la révolution nicaraguayenne, par l'effondrement du projet non remplacé d'unification du mouvement trotskiste (déduit logiquement d'une analyse : retour de l'épicentre de l'activité révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, donc retour des formes « classiques », donc actualité accrue du programme trotskiste après le long « détour » dû au stalinisme, donc base au rapprochement des organisations trotskistes). Concernant l'Europe, il ne prenait pas la mesure du tournant intervenu et de ses conséquences pour la construction des sections.

Ainsi, on peut constater que les sections ont affronté en ordre dispersé une redéfinition de leur projet de construction et de leur orientation, tandis que l'attention des organes de

direction internationales était concentrée, au début des années quatre-vingt sur l'Amérique latine et la Pologne.

Deux indices pourtant auraient pu ou dû attirer l'attention. Le premier, c'est la relance du débat sur l'entrisme dans le LP en Grande-Bretagne (alors que la résolution du XI^e Congrès mondial avait intégré la perspective de fusion avec le SWP!), qui est souvent le signe d'un changement de cap en Europe. Ainsi, dès 1981 (?), Hudson et Klein signaient un document intitulé « Pour la renaissance des traditions du trotskisme européen ». Ce texte liait le sort des organisations révolutionnaires à celui de « l'avant-garde large », désormais répudiée, pour prôner le retour à une orientation entriste ! « L'orientation entriste est donc en premier lieu la reconnaissance du fait que nous délivrerons le coup stratégique contre les directions réformistes de l'intérieur des partis de masse... Mais une orientation entriste signifie un rejet catégorique du travail de fraction. La substance de notre travail dans le parti de masse ne tourne pas autour des rythmes de développement de sections indépendantes à l'extérieur. Il est guidé par la bataille contre la bureaucratie de l'intérieur des partis de masse dans le but d'y renforcer le processus de différenciation et d'engager des opérations de regroupement et fusion avec les courants et formations centristes évoluant vers la gauche... Cette différence change tout, depuis le nom de nos journaux et de nos sections, jusqu'à la forme de nos slogans gouvernementaux, l'approche des campagnes électorales, les initiatives d'unité d'action, etc. »

Le deuxième indice, c'était la discussion au sein de la LCR de l'État espagnol et l'adoption à son congrès de janvier 1981 de la ligne dite du « Parti des révolutionnaires ». Un peu plus tard viendrait en France la discussion

sur le Parti des travailleurs et l'Alternative.

Aujourd'hui même, la minorité du GIM qui forme le groupe Horizon et a rejoint les Grünen, explique sa démarche en ces termes : « Le processus historique en RFA a pris un autre chemin que nous ne l'avions imaginé. Il a défait la notion de la croissance linéaire de petites organisations révolutionnaires organisationnellement indépendantes, et il n'a pas non plus suivi la route « traditionnelle », à savoir le développement d'une aile gauche dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Au lieu de cela, sur l'onde puissante des mouvements de masse autonomes, s'est formé le parti des Verts qui, en tant que cristallisation en forme de parti politique, présente tous les points, forts et faibles, de cette rupture avec l'îlot de stabilité qu'est la RFA... » (Lettre au secrétariat unifié, 31 août 1986)

Pourtant, nous ne sommes pas restés inactifs. À partir de 1982, des réunions annuelles des BPs européens ont été remises sur pied régulièrement. En 1983, nous y avons traité, malheureusement sans traces écrites, un bilan de l'entrisme et de la construction des sections en Italie, France, Espagne, Grande-Bretagne. En avril 1984, une nouvelle réunion s'est tenue à Amsterdam, dont est issue l'annexe européenne au document du congrès mondial.

Son objectif était modeste. Il s'agissait d'enregistrer quelques problèmes clefs qui se dégageaient dans la construction des sections, et d'apporter une première réponse aux tentatives manifestées par certains camarades britanniques de généraliser les considérants de leur choix en faveur de l'entrisme.

On peut dire pour résumer que ce court texte tourne autour de quatre idées forces :

a) il commençait par rejeter la méthode présente dans les documents du CEI de décem-

bre 1969 (bilan de l'entrisme) et du X^e congrès mondial de 1974, qui déduit les choix de construction de la question : « par où passe la radicalisation ? ». La radicalisation est une notion tellement large que les phénomènes qu'elle embrasse passent toujours, dans des proportions variables, dans et hors les organisations traditionnelles. Ainsi, est-il faux de prétendre, pour justifier l'entrisme, que la radicalisation des années cinquante passait exclusivement dans les organisations traditionnelles, et celle des années soixante-dix en dehors pour justifier des organisations indépendantes. Il faut donc, pour définir un projet de construction d'autres considérants, politiques et organisationnels permettant de fixer le prochain pas que nous pouvons franchir, sans prétendre résoudre d'un coup la question fatidique de la crise de direction révolutionnaire.

b) Il insistait sur l'affaiblissement général du contrôle des appareils sur le mouvement ouvrier et sur les limites des différenciations actuellement à l'œuvre dans les partis traditionnels. Ainsi, sans exclure des opérations tactiques dans les partis réformistes de masse, il excluait explicitement une perspective d'entrisme généralisé, avec pour conséquence la résignation à des organisations propagandistes petites, la relativisation des efforts d'implantation dans l'industrie, la mise en veilleuse des organisations de jeunesse.

c) Il insistait sur le fait que l'approfondissement de la crise pourrait mettre à jour des critères simples de rapprochement (contre l'austérité, le racisme, le militarisme, l'impérialisme) entre les organisations d'extrême gauche ayant survécu au tournant des années soixante-dix. Chacun est en effet conduit à tirer son bilan et redéfinir ses perspectives. Ce qui s'est vérifié avec la fusion dont est issu le VSP en Alle-

tagne, avec les propositions de DP à la LCR italienne, et celles du MCE à la LCR de l'État espagnol. En même temps, nous mettions en garde contre la tentation de répondre à ce problème, réel, par la recherche hâtive d'un programme révolutionnaire minimum commun.

d) Il mettait enfin l'accent sur la nécessité du travail dans les syndicats (contre les thèses des camarades du SWP américain à l'époque), sur l'importance et les limites actuelles des courants oppositionnels dans les syndicats, et sur le regain d'actualité des formes d'auto-organisation : « Dans certains pays, le faible taux de syndicalisation, la défiance de certains secteurs de la classe ouvrière envers les directions syndicales qui paraissent étroitement liées aux partis réformistes, l'entrée en lutte de nouveaux secteurs peu organisés frappés par les mesures d'austérité, tous ces facteurs peuvent concourir à donner une nouvelle actualité aux formes d'auto-organisation unitaires et démocratiques dans la lutte (comités de grève, assemblées, délégués d'ateliers), ou à des formes intermédiaires et transitoires (comités d'action ou de lutte). Loin d'impliquer un fétichisme de la légalité syndicale et de s'opposer à la formation dans l'action de tels instruments, les courants syndicaux combattifs peuvent préparer des expériences de démocratie ouvrière, les impulser et les étendre, tout en évitant qu'elles débouchent sur de nouvelles divisions en s'opposant au syndicat »

Globalement, nous étions cependant en retard sur les changements sociaux et politiques en cours.

3. La crise en face (et ses effets sociaux)

Après le congrès mondial, nous avons entrepris de mettre en rapport la recomposition du mouvement ouvrier avec les effets sociaux en profondeur de la crise. Ce fut notamment le

centre de gravité de la réunion des BPs européens de novembre 1985. À partir de cette réunion, plusieurs textes ou documents ont été produits : l'article d'Ernest Mandel dans *Inprecor* ; les articles de Livio Maitan et Peter Bartelheimer sur l'Italie et l'Allemagne dans la revue *Quatrième Internationale* ; les articles de Morel (dans *Inprecor*) et d'Olivier-Taillandier (*Racines*) sur la France ; les documents sur la situation des femmes en Europe (CEIs de 1986 et 1987).

Ces discussions ont impliqué un retour critique sur la portée et les limites de Mai 68, afin de cerner plus précisément la signification du changement de situation intervenu à la fin des années soixante-dix ; de mieux saisir ce qu'il impliquait du point de vue des perspectives stratégiques et d'un projet de construction cohérent avec ces perspectives.

En ce qui concerne les effets sociaux de la crise, nous mettons l'accent (*cf.* Notes pour continuer la discussion après la réunion des BPs européens, novembre 1985) sur :

► Les différenciations sociales à l'œuvre au sein de la classe ouvrière, qui existent certes de tout temps, mais que la crise approfondit (« autochtones »/immigrés, actifs/chômeurs, hommes/femmes, public/privé, « protégés »/précaires, etc.) ; de sorte que les divisions suscitées ou entretenues par les appareils réformistes ne sont pas le fait d'une entreprise machiavélique contre une unité spontanée de la classe, mais s'inscrivent au contraire dans une réalité sociale à surmonter.

► L'érosion relative des bastions industriels, sans désindustrialisation massive ; perte de 2 400 000 emplois industriels en Allemagne de 1970 à 1985 ; perte de 440 000 emplois dans le bâtiment et 680 000 dans l'industrie (200 000 dans la métallurgie et 160 000 dans le textile) en Espagne entre 1977 et 1985 ; perte de

730 000 emplois industriels (un tiers de la sidérurgie et du textile) en France entre 1977 et 1985. Ces pertes, en partie compensées par la croissance temporaire d'emplois recensés « tertiaires », s'accompagnent dans certains pays d'un lent recul de la concentration ouvrière (les entreprises de plus de 500 salariés n'occupent plus en France que 16,5 % de la force de travail en 1983, contre encore 20,6 % en 1975).

► Le maintien massif, voire la progression, du travail salarié féminin, mais avec retour dans certains pays des formes de travail à domicile, le développement du temps partiel et *job sharing*, et plus généralement la précarisation du travail féminin.

► L'affaiblissement des organisations syndicales en effectifs semblait dans un premier temps un phénomène propre à l'Europe du Sud et au type de mouvement syndical militant qui la caractérise. En France, l'ensemble des syndicats n'organise guère que 15 % de la force de travail contre 45 % en 1936 et 50 % en 1946 (9,5 % en 1930) ; en Espagne 10 %. La CGT métaux est passée en quelques années de 400 000 à 80 000 membres ; en Italie, la Fiom a perdu 128 000 adhérents en quatre ans et la FLM 200 000 ; le taux de syndicalisation à la FLM de Lombardie est passé de 67 % en 1981 à 56 % en 1984. Si les effectifs syndicaux résistent mieux dans les pays d'Europe du Nord, en rapport avec leur poids institutionnel, les syndicats industriels hollandais ont perdu un tiers de leurs effectifs depuis le début des années quatre-vingt, les syndicats suédois connaissent un déclin, le mouvement syndical britannique lui-même a perdu près du quart de ses effectifs, passant de plus de 12 millions à plus de 9 millions d'affiliés. Cette tendance n'est pas imputable au seul effet social du chômage, mais aussi à une perte d'efficacité et de crédibilité des syndicats. En

effet, il existe, à partir de luttes, des phénomènes de resyndicalisation (port de Rotterdam en 1987), dont le plus spectaculaire est celui de l'IG-Métal en Allemagne, qui a gagné plusieurs centaines de milliers de syndiqués après la lutte de 1984 sur les 35 heures, et compte environ 2 400 000 membres.

► Un tassement indiscutable des luttes à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt : la France et l'Italie ont atteint des records à la baisse depuis la Seconde Guerre mondiale ; ce qui n'exclut pas des luttes dures comme la sidérurgie en France, la fonction publique en Belgique et Hollande, la Fiat en 1980 en Italie, mais généralement défaites.

4. Les limites de ces reculs

Ces reculs ont indiscutablement pesé sur la situation politique des différents pays, sur l'activité de la classe ouvrière, et sur l'intervention des sections. Ils n'en demeurent pas moins limités :

► tout d'abord par le maintien de la force sociale accumulée tout au long de la période d'expansion par la classe ouvrière, et s'exprime dans les rapports de forces électoraux, politiques, et y compris institutionnels : importance des acquis enregistrés dans la législation du travail comme dans la protection sociale ;

► ce rapport de force pèse sur la crise de direction et l'instabilité des équipes dirigeantes de la bourgeoisie, et les perpétue ; d'autant plus que cette instabilité s'inscrit dans une crise de direction plus vaste et profonde à l'échelle internationale ;

► enfin, si on a connu des défaites sociales importantes mais limitées (grève des mineurs britanniques par exemple ; Fiat ; la sidérurgie en France ; la navale en France et en Espagne), ces défaites ne se sont pas accompagnées

de défaites politiques majeures. Entendons par là, non des défaites électorales conjoncturelles (même graves), mais des défaites politiques d'ensemble comme on a pu en voir dans les années vingt et trente en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France. Au contraire, la fluidité des rapports électoraux, le maintien de l'influence électorale des partis ouvriers, et même la polarisation qui s'est exprimée aux élections britanniques de 1987 en dépit de la victoire de Thatcher, expriment indirectement cette instabilité des rapports de forces.

5. La « crise de direction révolutionnaire » dans ce contexte ;

Certes, les directions réformistes sont coupables de trahison, au sens où elles ont dilapidé et détourné l'énorme potentiel de riposte aux premières atteintes de la crise, qui existaient entre 1968 et 1978. Mais de cette vague montante de luttes, en dépit de la « trahison », n'a pas surgi une direction de rechange crédible, capable de disputer à court terme la direction d'ensemble du mouvement de masse.

Quelles que soient les lignes tentées, plus ou moins gauchistes, plus ou moins suivistes envers les appareils, plus ou moins axées sur le front unique, les forces arrachées au contrôle des partis traditionnels restent de quelques milliers dans les différents pays, substantiellement plus que dans les années cinquante ou au début des années soixante, mais toujours très minoritaires.

La situation est donc bien différente de celle des années trente, et si nous utilisons l'expression de Trotski sur « la crise de direction révolutionnaire », il faut lui donner une signification étendue. À l'époque, la force d'impulsion de la Révolution russe s'exerçait directement ; on trouvait des milliers et des milliers de mili-

tants révolutionnaires dans les partis communistes prêts aux plus grands sacrifices ; on trouvait y compris des traditions révolutionnaires dans les partis socialistes prêts à se développer dans la résistance au fascisme. Toute cette énergie était perdue du fait de la politique des directions. On trouvait y compris des éléments de direction de rechange qui héritaient en droite ligne d'une partie au moins de l'héritage de la Révolution russe et de la légitimité de l'Internationale communiste : l'Opposition de gauche et Trotski, des gens comme Nin et Maurin en Espagne, Sneevliet en Hollande, Brandler en Allemagne, Poliopoulos en Grèce, etc.

La situation est différente aujourd'hui. Héritiers de ces combats, nous sommes des héritiers indirects, formés non par la fournaise de l'entre-deux-guerres, mais pour l'essentiel dans la période d'expansion consécutive à la Seconde Guerre mondiale. Quand nous parlons de la crise de direction du mouvement ouvrier, nous devons entendre que sa solution n'implique pas le simple remplacement d'une équipe faillie par une autre prête à la remplacer. Il s'agit en réalité d'un travail prolongé d'accumulation d'expériences, de reconstitution de forces et de réorganisation du mouvement ouvrier à tous les niveaux, social, syndical, politique. Cela suppose du temps, un projet dans la durée, même si les accélérations sont heureusement toujours possibles.

Dire qu'il nous faut une perspective de construction dans la durée, ce n'est pas se résigner à la routine politique et organisationnelle. Dire qu'il nous faut soigner notre cohérence d'orientation et notre stabilité organisationnelle n'implique aucun conservatisme. Au contraire, parce qu'il n'y aura pas de percée miraculeuse à court terme, parce que la construction du parti révolutionnaire est une bataille prolongée, elle ne se fera pas par sim-

ple accumulation individuelle de forces (même si le recrutement reste la clef de tout !). Nos formules rituelles sur les regroupements et fusions prennent tout leur sens : dans le cadre d'un processus profond de recomposition qui commence à peine à se dessiner, nous devons être suffisamment sûrs de nous-même et de notre but pour pouvoir prendre des initiatives audacieuses, pour agir sur ce processus et en déterminer au moins partiellement le cours.

6. Un enjeu décisif : la jeunesse

Nous écrivions dans le rapport de conclusion à la réunion des BPs de novembre 1985 : « Il faut que nos sections soient beaucoup plus préoccupées de l'enjeu que va constituer l'entrée en activité et les premières expériences de lutte de nouvelles générations. D'où l'importance pour les sections de leur travail jeune ou de leurs organisations de jeunesse. Si nous voulons essayer de devenir les partis des nouvelles générations rebelles, révoltées, dont les expériences se dérouleront dans un contexte radicalement différent de celui de l'avant-crise. »

L'hiver 1986-1987 a marqué, notamment en France et en Espagne, une entrée en lutte de cette génération sur une grande question de société : le droit à la formation et à l'emploi.

Ces grandes luttes ne constituent pas une divine surprise. Contrairement à une image journalistiquement répandue, la jeunesse du début des années quatre-vingt est beaucoup plus massivement mobilisée pour de grandes causes (contre la guerre, le racisme, la faim, etc.) que pendant les années cinquante par exemple. La différence réside donc dans les formes de politisation et dans la difficulté de traduire ces grands refus en adhésion à un projet politique positif.

Les luttes de cet hiver peuvent annoncer

un changement de ce point de vue mais qui sera lent. Pour le moment, l'ampleur des mobilisations n'a pas débouché sur un engagement politique et militant à plus long terme. Lorsqu'il se produira, son rapport à des organisations révolutionnaires minoritaires issues des années soixante prendra nécessairement la forme d'une fusion d'expériences différentes plutôt que d'un simple ralliement à la génération précédente.

II – Un nouveau changement de situation ?

1. La crise s'installe, s'aggrave, et obscurcit l'horizon

Contrairement aux discours tenus, à droite comme à gauche, il y a quelques années encore, sur la sortie imminente de la crise, au prix de quelques sacrifices temporaires et d'un effort partagé (« nouveau compromis social ») de modernisation, s'impose aujourd'hui la prise de conscience de la durée, de la profondeur de la crise, et de son insertion dans le cadre des « ondes longues ».

Cette prise de conscience est importante, non pas tant du point de vue analytique, que du point de vue de ses conséquences politiques et sociales : on ne se situe pas de la même façon devant une crise supposée passagère ou devant une crise qui ne peut se dénouer que par une modification radicale des rapports entre les classes. Ceci vaut pour la bourgeoisie et le patronat comme pour les syndicats.

Ceci intervient dans un contexte où commencent à être ébranlés les grands piliers qui ont assuré la stabilité relative de l'ordre établi à l'échelle internationale depuis la Seconde Guerre mondiale :

a) les réformes de Gorbatchev s'inscrivent dans un contexte différent de celles de Khrouchtchev après la XX^e Congrès (1956).

L'URSS prétendait alors liquider les séquelles de l'obscurantisme stalinien pour rattraper et dépasser l'impérialisme en quelques années. C'était l'euphorie des années Gagarine. Aujourd'hui les réformes répondent au contraire à une urgence de la désillusion : l'épuisement des mécanismes de développement extensif dans le cadre de la planification bureaucratique. Alors que dans les années soixante-dix les dirigeants soviétiques tablaient encore sur une expansion illimitée de l'économie capitaliste et sur un développement des échanges économiques, technologiques et commerciaux, ils ont dû eux aussi enregistrer les conséquences du changement de perspective ;

b) le réaménagement du dispositif de domination impérialiste, tenant compte du déclin relatif de l'impérialisme dominant, semble bloqué par les effets propres de la crise de direction. Ni l'Europe, ni le Japon ne sont prêts à prendre la relève sur le plan militaire, politique et diplomatique, alors que la puissance et le rôle international de l'impérialisme américain ne reposent déjà plus sur une hégémonie économique incontestée ;

c) la situation du tiers-monde, illustrée par la question lancinante de la dette, est également différente de celle d'il y a vingt ans. Les dictatures de l'époque, par-delà leur brutalité, pouvaient prétendre ouvrir la voie à une sortie de la dépendance et se parer le cas échéant de discours populistes. La spirale à l'œuvre aujourd'hui est celle d'une retombée dans la dépendance, d'un développement du sous-développement, avec à la clef des crises sociales, nationales, ethniques explosives, en Afrique, en Amérique latine et dans le sous-continent indien ;

d) enfin, l'État providence, et les conquêtes sociales sur lesquels reposait, par-delà les explosions grévistes comme celle de 1968, la

légitimité résistante des institutions démocratiques bourgeoises, commence à être entamé dans sa fonctionnalité par les effets de la crise et l'entreprise de libéralisation.

De nouvelles attaques d'envergure contre la classe ouvrière et ses acquis sont d'ores et déjà à l'ordre du jour. Contre les salaires et les différents systèmes d'échelle mobile ou d'indexation (cette offensive est déjà bien avancée) ; sur le terrain de la flexibilité et de la précarisation accrue de l'emploi ; sur celui de la protection sociale ; sur celui de la réorganisation du procès de travail et du rétablissement du despotisme dans l'entreprise. Mais aussi sur le terrain des libertés démocratiques : dans tous les pays se dessinent des remises en cause du droit de grève (amendement Lamassoure en France, modification de la législation après la lutte des 35 heures de 1984 en Allemagne) ; des remises en cause du droit de recours au référendum populaire (Italie) ; des remises en cause de libertés municipales (réformes des conseils municipaux en Grande-Bretagne) ; voire des attaques contre les droits syndicaux (projets d'interdire la cotisation des syndicats au Labour Party en Grande-Bretagne).

Toute cette offensive ne s'articule pas cependant dans un projet cohérent dessinant la stabilisation d'un nouveau « rapport salarial » (discussions sur la société duale), ni sur un nouveau mode de domination de la bourgeoisie. Ces questions ne deviendraient éventuellement concrètes qu'après des bouleversements sociaux et des changements de rapports de forces politiques qui n'ont pas eu lieu.

2. Reprise des luttes défensives

Au-delà des responsabilités et des trahisons des appareils réformistes, il était logique que la classe ouvrière et son avant-garde soient temporairement déconcertées par les premiers

effets de la crise : des militants d'entreprise habitués à lutter et à gagner en période de prospérité relative, sur des revendications telles que les augmentations uniformes, n'étaient pas préparés à affronter la première vague du chômage qui modifiait les conditions de la lutte. Devant les effets de la crise, les clefs de la victoire n'étaient souvent plus dans l'entreprise même, mais au niveau politique global, à savoir au niveau gouvernemental.

D'où d'ailleurs le poids pris par les partis traditionnels et leurs solutions gouvernementales à la charnière des années soixante-dix. Mais, passé le premier choc, la crise demeure ; les solutions gouvernementales n'ont pas tenu leurs promesses ; et il faut bien faire face.

On a assisté dès 1982 (avec les grèves générales au Portugal) à une réanimation réelle, bien que désynchronisée des luttes : Sagunto (Espagne) en 1983 ; grèves belges du secteur public ; explosion de Pâques 1985 au Danemark ; grève générale de juin 1985 en Espagne à l'appel des seules commissions ouvrières (avec retour aux formes de luttes – piquets – des dernières années du franquisme) ; grève des mineurs britanniques de 1983-1984 ; mobilisations sur l'échelle mobile d'avril 1984 en Italie ; lutte pour les 35 heures en 1984 en Allemagne ; quatre grèves générales en Grèce depuis le tournant ouvertement pro-austérité du gouvernement du Pasok en 1985.

Souvent défaites, ou conclues sur des compromis, ces luttes n'ont cependant pas le même effet de démoralisation qu'à la fin des années soixante-dix.

De même qu'en France, le tournant de 1974-1976 avait été ressenti à retardement, du fait de l'espoir de victoire électorale de la gauche jusqu'en mars 1978, cette réactivation s'est fait attendre, du fait de la présence des partis de gauche au gouvernement. Elle n'a commencé

à se manifester que pendant l'hiver 1986-1987 avec les luttes de la jeunesse, des cheminots, des électriciens, puis des instituteurs. Cet hiver a également été marqué par des luttes dures en Italie (port de Gênes, Alfa Roméo, instituteurs) ; en Hollande (port de Rotterdam), et surtout en Espagne (Reinosa/Hunosa...).

D'autres luttes ont été désamorçées par un compromis préventif entre gouvernement, patronat et syndicats. Le plus significatif est celui intervenu en Allemagne sur la semaine de 37 heures sans diminution de salaire. La modification de la législation sur le droit de grève avait été accueillie par des mobilisations importantes. Elle acculait les dirigeants de l'IG Métal à préparer une « vraie grève » avec risque effectif de perte de salaire. Mais la modification du droit de grève était à double tranchant. En haussant la barre, le danger était double pour la direction syndicale : soit un appel à la grève mal suivi et un affaiblissement de la crédibilité du syndicat, soit au contraire une grève effective, massive, qui se radicalise et échappe à son contrôle. Peut-être les protagonistes ont-ils eu peur réciproquement et préféré le compromis préventif à l'épreuve de force. D'autant plus que l'économie allemande a des réserves et que le patronat pouvait se permettre des concessions limitées allant dans le sens d'une relance tempérée, par ailleurs réclamée par les États-Unis.

Mais les problèmes commencent au-delà, sur la question des contreparties, c'est-à-dire des accords d'aménagement du temps de travail négociables par entreprise. Un problème analogue se pose au Danemark où un accord a été passé pour les 37 heures en 1989 avec en échange des accords à négocier par entreprise.

Au-delà de ces luttes revendicatives de branche ou d'entreprise, il faut souligner la place, l'importance et la persistance des

grandes mobilisations sur des questions de portée nationale telles que le racisme, la militarisation ou la Sécurité sociale. Ces mobilisations expriment le potentiel de forces et d'énergies disponibles, qui ne trouvent pas à s'exprimer directement sur le terrain de l'entreprise, du fait de la difficulté d'y remporter des victoires, mais qui se manifestent autour de grandes causes. Un tel phénomène se poursuivra et c'est positif, puisqu'il permet de poser directement sur le terrain politique de grandes questions et de grands choix de société.

Ajoutons enfin pour mémoire, à ces luttes ouvrières et à ces grandes campagnes, l'ampleur des luttes de la jeunesse dans différents pays tout au long des dernières années, avec l'accélération notoire de l'hiver 1986-1987.

Comme nous l'avons déjà noté dans le texte des BPs de 1984, la tendance à la réactivation des formes d'auto-organisation s'est confirmée au cours de ces luttes, de façon évidemment inégale et appropriée aux traditions propres des différents pays.

Dans les pays à fort taux de syndicalisation, l'auto-organisation s'est exprimée en rapport avec les structures syndicales elles-mêmes, par exemple à travers le rôle des *shop stewards* dans les grèves de Pâques 1985 au Danemark ou dans la grève des mineurs britanniques. En Italie, l'expérience la plus significative et massive est celle des assemblées de délégués auto-convoqués lors de la lutte de 1984 sur l'échelle mobile, qui réactive les réseaux d'auto-organisation puisant leur origine dans le Mai rampant de 1968-1969. À nouveau, au printemps 1987 des milliers de comités de base d'instituteurs se forment, avec une manifestation de 50 000 à Rome, pour désavouer une convention collective acceptée par tous les syndicats.

Quelle que soit leur importance, les expériences de coordination de cheminots et d'ins-

tituteurs en France, restent plus limitées, en rapport d'ailleurs avec les limites des expériences d'auto-organisation accumulées à partir de Mai 68.

La tendance n'en demeure pas moins générale et logique : assemblées souveraines, délégués élus et responsables devant leurs mandants, dans les cas les plus avancés comités de grève... Elle exprime une méfiance profonde envers l'inefficacité ou la trahison des appareils syndicaux devant les premiers effets de la crise et la désillusion devant les promesses gouvernementales non tenues des appareils politiques réformistes.

Il y a donc une tendance à la réactivation des luttes, à ne pas confondre avec un simple retour au début des années soixante-dix. Il s'agit de luttes défensives, rarement victorieuses, dont les prolongements et les traductions politiques demeurent limités. Le manque de perspective révolutionnaire à court ou moyen terme pèse sur la nature même et le déroulement des luttes. Leur réactivation contribue à modifier le contexte politique, mais ne peut à elle seule le transformer.

3. Effets sur le mouvement ouvrier

On peut comprendre que le premier réflexe, pour une grande masse de travailleurs confrontés aux conséquences de la crise, ait été d'espérer une solution de la part d'un gouvernement de gauche mettant en œuvre une politique de relance keynésienne classique. En une décennie ces pseudo-solutions se sont usées à grande vitesse, et avec elles les expériences gouvernementales de gauche.

Celle du Parti travailliste d'abord, dès 1974-1978, et du gouvernement Callaghan ouvertement rallié à l'austérité. Celle du SPD, au pouvoir sans discontinuer de 1969 à 1982 dans des coalitions diverses. Celle de l'Union de la

gauche en France après l'expérience gouvernementale de 1981-1986, d'autant plus investie d'expectatives qu'elle venait après 23 ans de monopole gouvernemental de la droite. Au Portugal, les partis ouvriers réformistes ont perdu la majorité absolue aux élections de juillet 1987, pour la première fois depuis la révolution des œillets. L'avance électorale du PSOE et du Pasok s'érode plus lentement...

Tout cela ne veut pas dire qu'il y aura une désaffection électorale régulière envers ces partis. Au contraire, face aux coups redoublés de la droite, ils apparaissent toujours comme un recours, la solution du moindre mal, ou la façon la plus efficace de voter contre la droite. Mais ce vote n'est plus chargé des mêmes espoirs ou de la même attente qu'il y a une dizaine d'années.

Fait d'ailleurs significatif, ces partis ne présentent plus guère de vastes projets, de programmes, de catalogues de promesses, dont tout le monde sait désormais d'expérience qu'elles ne seront pas tenues. Le contenu du Programme commun de 1972, pris au pied de la lettre, apparaîtrait aujourd'hui comme un hardi projet de transformation sociale. Les discussions animées sur l'Alternative économique stratégique (AES) qui traversaient le Parti travailliste après l'expérience du gouvernement Callaghan sont passées au second plan. Le temps semble déjà lointain où le candidat Mitterrand promettait sans sourire la création de 160 000 emplois publics par an pendant cinq ans ; et où le candidat Gonzales s'engageait à créer 800 000 emplois.

On semble parvenu au degré zéro du programme, l'originalité des alternatives de gauche se réduisant à faire moins mal que la droite.

Il y a cela des raisons qui vont au-delà de la nature des directions réformistes. Leurs médiations traditionnelles se révèlent de plus

en plus inopérantes. D'une part, parce que, dans une économie plus internationalisée, les solutions keynésiennes nationales, assorties de mesures protectionnistes, sont battues en brèche si elles ne se radicalisent pas rapidement (politique directe des prix, interdictions des licenciements, contrôle du commerce extérieur...). D'autre part, parce que les partis ouvriers réformistes n'ont pas l'initiative sur le terrain européen : les balbutiements de « l'eurogauche » sur un projet de relance sélective concertée restent du domaine de l'idéologie.

Dans ces conditions, la tendance générale a été au déplacement vers la droite du centre de gravité de la social-démocratie, de plus en plus ouvertement ralliée au discours libéral sur la modernisation, qu'il s'agisse du SPD allemand, du PS italien, du PS français, du PSOE espagnol, du PS suédois, sans parler du PS portugais. En Grande-Bretagne, la défaite de la grève des mineurs a été le signal de l'entreprise de normalisation lancée par la direction Kinock (1983-1987), avec chasse aux sorcières (affaire de Liverpool), sans pour autant en récolter les fruits escomptés aux élections de juin 1987.

Cette évolution ne s'est pas traduite pour l'heure par l'apparition de courants combatifs de masse. Les vellétés exprimées dans le SDP sont plutôt rentrées dans le rang. Les éléments en gestation dans le PS français demanderont du temps pour prendre corps. La seule opposition digne de ce nom réellement existante, la gauche travailliste, a elle-même subi le contrecoup de la défaite des mineurs et de la réforme municipale. La trajectoire de Livingstone illustre ce recentrage de la gauche dure vers une gauche plus modérée.

Cette situation a des racines liées à la structure même de la social-démocratie modelée par la période d'expansion. Mais elle a aussi

des raisons conjoncturelles, qui peuvent se modifier rapidement. Une contradiction latente existe en effet, qui devrait s'aiguiser à terme. L'appareil bureaucratique de la social-démocratie, nous l'avons souligné depuis longtemps (document des BPs européens sur la social-démocratie en 1974, et encore la contribution d'Ernest Mandel à la réunion des BPs européens de l'automne 1986), ne se réduit pas à la traditionnelle bureaucratie « ouvrière », syndicale et parlementaire. Des années d'insertion dans les appareils para-étatiques et le développement de « la fonction publique » dans le cadre de l'État providence, ont développé sa base sociale parmi l'encadrement moyen, voire supérieur des appareils d'État. Dans la dernière période cette bureaucratie a également poussé ses ramifications dans l'encadrement du secteur privé.

Or une version même tempérée de la libéralisation, de l'hymne à la culture d'entreprise, de la modernisation (Rocard...) porte inévitablement atteinte à terme aux bases sociales traditionnelles de la bureaucratie social-démocrate (cf. la question scolaire en France). On peut donc s'attendre à des sursauts de défense de certains éléments clefs de « l'État Providence » (Sécurité sociale par exemple), qui font partie du socle vital de la social-démocratie.

Parallèlement, la crise des partis communistes se poursuit, sans dégager pour autant (jusqu'à présent) de nouvelles forces significatives sur leur gauche. Les déclin les plus spectaculaires ont été ceux du PC espagnol et du PC français. Le PC italien qui, comparativement, pourrait encore passer pour bien portant, est tout de même passé en dix ans de 35 % à 27 % de l'électoral, et son hégémonie naguère incontestée face à un PSI désormais à 15 % n'est plus aussi inébranlable.

Enfin, les petits PCs comme le hollandais, le

belge ou le suédois, pratiquement exclus du terrain parlementaire, sont en voie de groupuscularisation.

Cette tendance ne nous surprend pas, dans la mesure où a sonné l'heure de payer la note du stalinisme. Elle risque même de s'approfondir si se consolident quelques avancées dans la construction européenne : à l'échelle continentale, le rapport de force face à la social-démocratie est encore plus défavorable aux partis communistes, d'où les tentatives d'un PC comme l'italien de trouver place dans un regroupement de type « eurogauche ». Mais, ce qui n'était pas prévu par nous, c'est que cette crise du stalinisme, dans un contexte de recul relatif des luttes, et de perte de crédibilité du socialisme réellement existant, fasse corps avec le communisme au point de menacer son avenir en tant que courant du mouvement ouvrier.

Il ne manque pas de courants (c'est le cas en France de Convergence socialiste, issu du lambertisme), pour théoriser qu'il s'agit là d'une clarification nécessaire, que ce n'est ni le stalinisme, ni les PCs qui sont en crise, mais plus largement le projet communiste ; et que le déclin et l'affaiblissement de ce projet en tant que tel sont la condition nécessaire d'une clarification et d'une remobilisation sur de nouvelles bases pour un socialisme démocratique... Nous tenons au contraire que, si la crise du stalinisme et des PCs devait entraîner une marginalisation durable de tout courant communiste au profit des appareils sociaux-démocrates à l'échelle européenne, il s'agirait d'une régression historique pour le mouvement ouvrier et d'un grave recul des perspectives révolutionnaires.

Soulignons enfin la faiblesse relative des courants d'opposition syndicale aux politiques de gestion de la crise. Ces faiblesses tiennent tant aux limites d'expériences de luttes dans

les dix dernières (et aux défaites des plus significatives – cf. mineurs britanniques) qu'à l'absence de référents politiques d'ensemble permettant d'opposer aux différentes formes de « recentrage », une ligne cohérente au-delà des impératifs de résistance pied à pied et de défense des acquis. Déjà fragiles, ces courants peuvent être soumis à une nouvelle épreuve dans les années à venir.

En effet, des lignes confédérales de « cogestion » responsables de l'austérité, du type de celles adoptées en Italie par le congrès de l'EUR (voir pour plus de détails le livre d'Anna Libéra, *Les Fruits amers du compromis historique*), en France avec le recentrage de la direction CFDT dès 1978-1979, en Espagne avec les pactes de la Moncloa, correspondaient à la vision d'une crise passagère, dont on pourrait s'évader moyennant quelques sacrifices responsables. Or, les sombres perspectives économiques font qu'une telle ligne, à se prolonger, sape en profondeur la crédibilité de la fonction syndicale. D'où la réapparition ces derniers mois de discours sur la nécessité de « resyndicaliser » la pratique syndicale, aussi bien dans la CGIL italienne, que dans certains secteurs de l'appareil CFDT en France.

Le retour, même modéré, à un syndicalisme réformiste revendicatif bon teint poserait aux embryons d'opposition syndicale de nouvelles questions d'orientation, qui ne sauraient être résolus sans la relance d'un débat stratégique plus vaste et plus fondamental.

4. Problèmes d'orientation

Pour affronter les conséquences de la crise et l'offensive patronale, il faut partir d'une ligne de résistance intransigeante, c'est-à-dire de défense sans concessions des salaires, de l'emploi, des acquis (Sécurité sociale), de la démocratie, tant politique que sociale. Mais la résis-

tance ne suffit pas. L'ampleur des problèmes posés appelle des solutions politiques d'ensemble. Or, à la différence des années soixante-dix, où ces réponses pouvaient être apportées sous forme d'interpellation des partis majoritaires (*cf.* plan sidérurgie en France), cette démarche a perdu beaucoup de sa crédibilité après l'expérience des gouvernements de gauche et de leur faillite.

Cette difficulté se traduit dès que l'on cherche à exprimer concrètement une formule gouvernementale. Les camarades belges insistent à juste titre sur la nécessité de maintenir une telle perspective, qui évite une simple addition des luttes, sans perspective politique d'ensemble. Mais leur réponse reste du domaine propagandiste : un gouvernement des travailleurs...

En France, on sent bien que la seule formule d'un gouvernement du PS et du PC n'a plus la même fonction ou le même sens qu'au moment de la grève des postiers de 1974, ou après les victoires électorales de 1976 ou 1977. Elle pose même des problèmes puisqu'elle va à contre-courant des militants communistes qui tirent à juste titre, même si confusément, un bilan négatif de la participation gouvernementale : il y a une certaine acrobatie à demander d'un côté aux « rénovateurs » des garanties contre toute tentation de participation gouvernementale, et à maintenir parallèlement un mot d'ordre de gouvernement PS-PC. En fait, l'accent s'est déplacé, si l'on dit qu'en dernière instance, à moins de bouleversements accélérés, il n'y aura d'autre solution contre la droite qu'un gouvernement des partis de gauche, l'important est désormais ailleurs : réunir dans les luttes et la mobilisation les conditions pour qu'il n'ait pas les mains libres et le loisir de recommencer la même politique !

Les camarades espagnols n'avancent pas de formule gouvernementale en positif ; ni les

camarades italiens (bien que l'expérience d'un gouvernement PCI-PSI n'ait pas été faite) ; ni les camarades danois, alors qu'une solution majoritaire social-démocratie-PSP a une crédibilité réelle. Mais nous retrouvons ici, sous une autre forme, la même contradiction qu'en France : comment avancer une formule social-démocratie/PSP alors que les courants radicaux du PSP s'opposeraient plutôt à une participation gouvernementale de ralliement à la politique social-démocrate. Problème analogue en Allemagne. La poussée électorale des verts (8 %) aux dernières élections pose la question d'une coalition SPD-Verts. Si une partie des verts, se concevant comme groupe de pression sur le SPD, peut être tentée, les courants radicaux ou écolo-communistes seraient plutôt pour un soutien critique et conditionnel, sans participation, quitte à entraîner la chute de la majorité socialiste sur des questions clefs.

En fait, si une formule de type « pour un gouvernement aussi fidèle aux travailleurs que Thatcher (ou Chirac, ou Kohl) le sont à leur classe » a une certaine valeur pédagogique, elle reste en France très largement propagandiste, alors qu'elle peut devenir en Grande-Bretagne un élément réel de ligne politique dont découlent des tâches concrètes pour une organisation agissant dans le Labour Party : débat sur le programme du parti, sur la démocratie interne, sur le contrôle des députés, etc.

De façon générale, là où les expériences gouvernementales de gauche ont eu lieu, plutôt que de chercher une formule gouvernementale positive, il convient de s'opposer (en négatif) à la droite (d'où le désistement en France), de s'opposer à toute coalition des partis ouvriers réformistes avec des partenaires bourgeois (c'est une question d'actualité pour tous les PS qui vont avoir besoin, vu leurs propres limites et le recul des PCs, d'un appoint électoral au centre : le

SPD lorgnant vers les libéraux, le PS français vers une charnière centriste, Felipe Gonzales vers Adolfo Suarez, etc.), mais en mettant l'accent prioritaire sur la mobilisation, la recomposition des rapports de forces, et la défiance organisée envers les partis traditionnels.

De la même façon, si l'idée du mouvement d'ensemble, ou de la grève générale, peut et doit rester un fil à plomb dans l'explication et la propagande, elle ne peut tenir lieu de perspective politique immédiate. D'abord du fait de la fragmentation des luttes et de la conscience de classe, des inégalités qui marquent la remobilisation dont nous avons parlé (par exemple entre privé et public dans plusieurs pays). Ainsi, si des secteurs entrent en lutte, souvent de façon radicale, ils ont parfois le souci de le faire sur des objectifs et dans un cadre tels que ni la lutte ni son issue n'échappent à leur contrôle. D'où certains aspects « corporatistes » et des réticences à l'extension et à la généralisation qui politisent la lutte sans issue crédible, délèguent la négociation aux états-majors, etc. (*cf.* le problème des « roulants » dans la grève des cheminots en France).

Là où il y a eu des grèves générales (Grèce, Espagne 1985), il s'agit plus de protestations défensives, de remobilisation autour des revendications, que de grèves à caractère directement politique comme au début des années soixante-dix.

Dans ces conditions, nous subissons nous-même l'écartèlement entre les impératifs immédiats de la résistance acharnée autour des revendications les plus élémentaires (« 0 licenciement ! »), et la perspective éloignée du socialisme comme seule réponse historique à la hauteur des enjeux de la crise. Pour reprendre la critique célèbre de la séparation entre le programme minimum des réformistes pour les jours ouvrables de la semaine, et le programme

maximum pour les discours dominicaux, nous tendons nous-même à faire du « 0 licenciement ! » six jours sur sept et des professions de foi sur l'avenir du socialisme le septième jour.

La démarche et les mots d'ordre transitoire qui étaient présents dans les années soixante (débats sur le contrôle ouvrier et les réformes de structure anticapitalistes), ou au début des années soixante-dix (critique des solutions réformistes, échelle mobile, comités de grève et contrôle ouvrier, contre propositions industrielles), tendent à disparaître, même de la propagande. C'est un paradoxe, et non le moindre. Il affaiblit la cohérence de notre réponse aux propositions réformistes, et celle que pourraient opposer des courants syndicaux combatifs aux lignes confédérales ; il laisse le monopole de ces préoccupations aux courants néoréformistes ou néocentristes du mouvement ouvrier.

D'où l'importance de ne pas désertier ce terrain, même si c'est dans l'immédiat sous forme essentiellement de discussions et de propagande ; sans exclure la possibilité de trouver des traductions plus pratiques autour d'initiatives européennes par exemple (dans la perspective de 1992), à partir d'exigences d'alignement des droits sociaux sur les meilleurs avantages acquis, d'application et de généralisation des 35 heures sans diminution de salaire, de réorganisation industrielle, de contrôle sur l'environnement (Tchernobâle), de désarmement.

III — Quelques problèmes de construction des sections et de l'Internationale

1. Les effets de cette situation sur les courants politiques de radicalisation

Sous une autre forme, ces problèmes d'orientation se retrouvent sur les choix de construction face aux courants de radicalisation.

Luttes dispersées, conscience fragmentée : les courants de radicalisation qui en surgissent sont plus que jamais écartelés ; peu de passerelles entre ce qui se passe dans les grands partis traditionnels et au dehors. D'où l'opposition entre les camarades britanniques, qui ciblent de fait sur la radicalisation lente dans le Parti travailliste (et mettent vigoureusement en garde contre les tentations gauchistes exprimées par le SWP), et les camarades espagnols qui ciblent sur les courants rebelles échappant au contrôle des appareils.

Le problème, c'est que chaque démarche répond à une partie effective de la réalité. En France, on peut s'adresser aux rénovateurs et avec eux à ce qui se passe dans le gros du mouvement ouvrier organisé ; on peut aussi recruter et se développer par un accord privilégié avec LO (*cf.* l'expérience faite dans la ville d'Angers). On ne peut donc trancher qu'en fonction d'une vision de construction à plus long terme et d'éléments d'orientation stratégique.

En simplifiant à l'extrême, on peut dessiner trois lignes de forces :

- ▶ un retour, sous diverses formes, à un entrisme prolongé, misant sur des grandes fractures à terme dans les partis traditionnels majoritaires (donc essentiellement sociaux-démocrates) : la SL et l'ISG en Grande-Bretagne, Convergence socialiste en France par exemple ;
- ▶ une orientation tournée prioritairement vers les secteurs radicaux (avec dans certains cas relativisation, au moins temporaire, d'une démarche de front unique) : le SWP en Grande-Bretagne, LO en France, le MCE en Espagne, le VSP peut-être en Allemagne ;
- ▶ enfin l'esquisse de courants néoréformistes ou néocentristes : la gauche travailliste anglaise, le PSP danois, les rénovateurs, les Griinen. Dans ce contexte des organisations comme DP en Italie ou VS au Danemark subis-

sent des pressions dans le sens d'une adaptation réaliste. Il ne s'agit pas d'abord de phénomènes psychologiques (lassitude d'une génération), qui peuvent jouer. Il s'agit de la réfraction d'un problème politique. En l'absence de perspectives politiques d'ensemble, le souci d'une « démarche propositionnelle » se détache de toute démarche transitoire et se trouve déporté vers les solutions immédiatement réalistes dans l'entreprise ou dans les institutions. Ainsi, des « plans alternatifs », sans mobilisation ni débouché politique peuvent devenir le cadre de négociations à la baisse sur le tapis vert.

Nous ne pourrions combattre efficacement ces glissements, non seulement dans certains secteurs de l'extrême gauche mais aussi dans les partis traditionnels (thème autogestionnaire dans la social-démocratie ; nouveaux critères de gestion dans le PCF), que par le ferme maintien d'une démarche transitoire articulant mobilisation, auto-organisation et contrôle, centralisation des luttes vers un débouché politique.

2. Les sections de la IV^e Internationale dans ce contexte

Comme nous l'avons rappelé au début de ce document, il existait une perspective commune au début des années soixante-dix : imminence de la crise révolutionnaire, construction d'organisations indépendantes, percée cumulative en Europe. Cette perspective relativisait de fait les problèmes unitaires : le meilleur gagnerait dans l'épreuve et le prolétariat reconnaîtrait les siens.

Les tournants de situation de 1976-1978 ont entraîné une correction centrée sur la réappropriation nécessaire de la démarche de front unique. Mais sans conclusions concernant les perspectives de construction. Or, une

assimilation correcte de la démarche de front unique ne résout pas en elle-même les problèmes concrets d'orientation qui sont des problèmes tactiques liés à des rapports de forces déterminés. Le front unique ou l'auto-organisation sont des éléments importants d'orientation, ils ne sont pas des lignes de construction. Une même préoccupation unitaire peut se traduire par une ligne passive d'interpellation des organisations majoritaires (adaptation de l'extérieur aux appareils réformistes), ou au contraire par des initiatives qui modifient le rapport de forces pour imposer l'unité (campagne anti-Otan en Espagne, campagne Union dans les luttes en 1980-1981 en France).

Aujourd'hui, une page est tournée, ou un chapitre, celui de l'après 1968, pas seulement pour nous, mais pour nos interlocuteurs immédiats. Nous pouvons en effet toujours répéter qu'il faut s'adresser aux larges masses organisées ou influencées par les partis majoritaires; il n'en demeure pas moins que, si nous sommes 600 en Allemagne, 500 en Grande-Bretagne, 700 en Espagne, 300 en Italie, nous ne pouvons le faire indépendamment de la présence et du rôle d'organisation ou courants souvent équivalents ou beaucoup plus forts que les nôtres tels que le Militant et le SWP, les Grünen, DP, ou le MCE.

Or, la situation des sections tend à se diversifier. Il y a des pays, où ne se pose guère d'autre problème pour l'heure que le renforcement et l'autodéveloppement des sections (Belgique, Hollande, Suède). En Grande-Bretagne, le choix a été fait de rentrer dans le LP. En Allemagne il y a d'un côté le VSP et de l'autre le groupe Horizonte dans les Grünen. Les camarades autrichiens sont entrés dans les Grünen. Le MCE a ouvert des propositions de fusion à la LCR de l'État espagnol. La LCR italienne a repoussé il y a un an les termes

de proposition d'intégration à DP. En France, la section la plus forte, peut être confrontée dans les années à venir à une accélération des processus de recomposition.

À part le cas britannique où a été fait le choix de l'entrée dans un parti de masse, toutes ces turbulences restent cependant dans la perspective de construction d'un parti révolutionnaire indépendant, de creuser patiemment un sillon qui permette d'identifier une autre ligne que celle des partis réformistes sur les grandes questions. Quelles que soient les différenciations probables qui se produiront dans ces partis, leur définition et leur trajectoire peut en effet dépendre pour une large part de la présence d'organisation minoritaires faisant déjà la démonstration pratique qu'une autre ligne est possible.

Mais organisation révolutionnaire indépendante ne signifie pas toujours et partout section de la IV^e. Ce n'est déjà pas le cas en Allemagne. Nous ne pouvons prévoir en quels termes se mènera le débat désormais ouvert entre la LCR et le MCE.

En revanche, nous pouvons avoir d'expérience des éléments de méthode pour traiter ces problèmes de fusion : ni un ultimatum exigeant un accord sur l'intégralité de notre programme, ni un raccourci visant à rechercher un programme révolutionnaire minimum commun, en laissant dans l'ombre des questions d'orientation qui seraient autant de bombes à retardement.

En Allemagne, le processus de fusion dont est issu le VSP a fait apparaître des questions importantes (la caractérisation des pays de l'Est et l'affiliation à la IV^e) qui ne sont pas tranchées par le protocole de fusion, mais ont fait l'objet de discussions et d'un compromis explicite. Cette démarche est préférable à une unité dans la confusion qui pourrait laisser

croire à nos propres militants que des éléments fondamentaux de notre identité programmatique sont un luxe superflu, et donc un trait de sectarisme. L'important c'est que le compromis soit le terme dans la clarté d'un processus de rapprochement, et non le point de départ. En revanche dans le cas de l'Allemagne, de grands problèmes d'orientation nationale n'ont pas non plus été résolus (attitude vis-à-vis des verts) et restent largement ouverts.

En Italie, les propositions d'intégration faites par DP comportaient un piège (peut être involontaire). Constatant qu'il subsiste deux organisations d'envergure nationale (bien que très inégales) – DP et la LCR, rendant hommage à la qualité militante de la section, soulignant l'existence d'un travail syndical dans le cadre d'une tendance commune (Democrazia consigliare), DP proposait aux camarades l'intégration (voir le dossier dans la revue *Quatrième Internationale*). Prenant les devants, DP se disait consciente que certaines questions, telles que les pays de l'Est et la place de la IV^e, pouvaient faire obstacle à un tel projet. Ce sont en effet des questions sérieuses, dont il est nécessaire de discuter au fond. Mais elles ne peuvent constituer en tant que telles un obstacle de principe *a priori* à l'éventualité d'un regroupement. Elles doivent être examinées et pourraient faire l'objet d'un compromis acceptable par les deux parties, si se vérifiait un accord solide sur les grandes questions d'orientation nationale. Or, c'est là que gît le lièvre avec DP, d'après les éléments que laisse entrevoir l'article d'Elettra Deiana dans *Quatrième Internationale*, et qui devraient être approfondis. À la différence du MCE, on ne peut pas dire de manière expéditive que DP est une organisation révolutionnaire, les pro-

blèmes et les ambiguïtés sont d'une autre nature. Pas forcément insurmontables, mais à vérifier et à creuser. Et accepter d'entrée le postulat de DP, selon lequel les seuls problèmes seraient ceux des pays de l'Est et de la IV^e, aurait été accepté d'apparaître en position de faiblesse, peu unitaire, mettant à l'unité des obstacles n'ayant qu'un rapport indirect et lointain avec les tâches essentielles de la lutte de classe en Italie.

Un problème analogue peut se poser avec le MCE. Il s'agit, sans en faire un préalable absolu, d'avoir une réelle discussion sur les questions fondamentales d'orientation, faute de quoi nous apparaîtrions nous rallier sans discussion à la problématique du MCE et ne faire porter la discussion que sur les rythmes et les modalités du rapprochement.

La méthode et la démarche sont importantes, car, quelle qu'en soit l'issue, nos militants peuvent y gagner une conviction renforcée sur le bien fondé de leurs positions, donc une plus grande confiance dans les rapports avec d'autres courants, et une plus grande – et non une moindre – flexibilité tactique. La conclusion finale, sur le type de compromis acceptable dépend d'une série de facteurs qu'il est impossible de prédéterminer : convergences pratiques, importance sociale des courants en évolution, sens de leur trajectoire. Le type de compromis acceptable peut en effet varier en fonction de l'intérêt de l'opération et de ses effets sur l'ensemble du mouvement ouvrier.

Ainsi, encore en France, l'éventualité de la sortie d'un courant communiste critique du PCF constitue pour nous un enjeu, à condition que nous soyons convaincus que son avenir et sa trajectoire dépendent aussi en partie de nous. Autrement dit, à condition que nous adoptions une attitude active de propo-

sitions d'actions et de discussion, au lieu de prophétiser passivement les inévitables déchéances réformistes ou centristes.

À des militants qui disent rejeter le stalinisme et la social-démocratie, et vouloir maintenir une référence communiste et révolutionnaire, il est indispensable de poser la question de la traduction pratique de ces professions de foi : quelle orientation révolutionnaire et quelle organisation révolutionnaire dans la France de notre temps. Le congrès de la LCR trace comme objectif la possibilité d'une organisation commune, comme pas en avant dans la construction du parti révolutionnaire.

En effet, il s'agit de gagner un courant, aujourd'hui hétérogène et chargé de toutes les contradictions héritées de l'histoire du PC, à une pratique et à une perspective révolutionnaire. Pas nécessairement à l'entièreté de nos références historiques et programmatiques, mais aux grandes définitions qui concrétisent un engagement révolutionnaire dans la situation actuelle en France. Une telle démarche est réellement non sectaire, parce qu'elle ne renonce pas *a priori* à envisager l'évolution d'un courant sur des positions révolutionnaires à partir d'une expérience et d'une approche différentes de la nôtre.

Sous une apparence d'ouverture, il serait au contraire défaitiste de n'envisager comme seule possibilité que la formation d'une nouvelle organisation centriste, une sorte de PSU des années quatre-vingt-dix, dans lequel nous pourrions en tout état de cause intervenir comme seul courant authentiquement révolutionnaire, peut exprimer une forme pernicieuse de sectarisme : nous serions toujours et partout les seules révolutionnaires, prêts à envisager tactiquement des rapports pédagogiques avec d'autres.

Fixer comme objectif une organisation révo-

lutionnaire définit des tâches et un axe d'intervention. Cela ne constitue pas un pronostic. Les choses peuvent évoluer autrement, et nous aurions à nous déterminer en fonction d'une série de considérants (importance du courant, implantation sociale, trajectoire, activité militante), dont nous ne pouvons préjuger. Il importe en revanche que notre démarche propre soit clairement définie d'emblée.

3. La fonction pratique de la IV^e Internationale

Nous avons déjà souligné le danger que comporte la dispersion des tactiques de construction des sections aujourd'hui : celui de réduire la IV^e Internationale à une simple fraction idéologique, qui adopte de grandes résolutions sur l'État du monde et le cours de l'histoire, sans les traduire en objectifs communs aux sections. Ce danger n'est pas théorique. Dès lors qu'une section est engagée dans une tactique entriste ou dans un processus de regroupement, il y a risque de divorce entre son identité quotidienne et son identité immergée ou par procuration, matérialisée par l'affiliation internationale.

Subir cette logique, serait à court ou moyen terme désagréateur.

Conscients du problème, nous ne pouvons pas non plus y répondre par une solution unique et formelle, d'apparente prudence, mais qui ferait fi des conditions concrètes de construction dans chaque pays : au milieu de phénomènes de recomposition et redéfinition réellement amorcés dans le mouvement ouvrier : des sections indépendantes partout et des campagnes communes.

En réalité, nous devons trouver les moyens d'agir comme un réel courant, une réelle fraction politique, qui poursuit des buts communs,

visé des objectifs communs, par-delà les différentes situations tactiques. Cela ne veut pas dire que toutes les sections puissent toujours faire la même chose en même temps. Mais le but doit être collectivement discuté, pour voir ce qui peut être fait en commun, étudier les situations particulières, conserver une compréhension commune de la ligne de marche générale, éviter les tensions par incompréhension ou théorisations en solo des particularités nationales de tel ou tel pays.

Sans en exagérer la portée pratique, prenons un exemple, celui des élections européennes de 1989. En 1979, tout à la perspective d'unification du mouvement trotskiste, nous avons de fait dédaigné les tentatives de coordination initiées par DP, VS, le SWP britannique, etc. En réalité nous n'avions pas les forces de nous présenter comme une force à l'échelle européenne, et à part en France avec une liste LO-LCR, nous ne nous sommes pratiquement pas présentés. Aujourd'hui, sans être déterminant, le cadre européen pèse de plus en plus comme une des dimensions de l'avenir, et nos partenaires, quels qu'ils soient (Grünen, DP, Juquin, MCE...) sont et seront amenés à s'orienter aussi à ce niveau.

Une possibilité existe, qui tient en partie à la conjoncture présentée dans ce rapport : que se cristallise un courant néocentriste ou réformiste de gauche, de type Arc-en-ciel, à partir des Grünen. Les verts ont obtenu environ 8 % aux dernières élections allemandes. Dans des villes importantes, ils représentent désormais le tiers ou la moitié de l'électorat social-démocrate. Ils font près de 5 % en Autriche. Ils sont crédités dans les sondages de plus 10 % à Stockholm. Pour leur première apparition en Italie, ils ont obtenu un résultat légèrement supérieur à celui de DP et ont pris pied au niveau de la représentation institutionnelle,

dont nous savons qu'elle a sa propre dynamique de crédibilité cumulative. Un tel courant aurait des liens avec certains secteurs de la gauche travailliste.

La situation est différente en France, en Espagne ou en Grèce, probablement du fait des traditions communistes, du poids spécifique et du type d'extrême gauche majoritaire. En Espagne, le terrain du féminisme, de la lutte anti-Otan, en partie de l'écologie, est déjà largement occupé par le MCE, la LCR ou, au Pays basque, Herri Batasuna. En France, les tentatives d'Arc-en-ciel butent sur la présence et le rôle de la LCR, voire de LO et du PCI.

Mais à terme se dessinent des options et des rapports de forces. En concurrence avec les verts italiens, DP sera encore plus tirée du côté de ses ambiguïtés et aura le souci, dans ses alliances européennes, de soigner son image de représentativité et de ne pas être rejeté dans le ghetto minorisant de l'extrême gauche extraparlamentaire. De plus, le cadre européen va peser au détriment des traditions communistes vivaces surtout dans les pays d'Europe du Sud.

Soit nous laissons faire et nous subissons. Nous courrons alors le risque de voir se cristalliser une nébuleuse avec un centre de gravité, disons de type arc-en-ciel, avec des contradictions importantes : par exemple, le refus d'intégrer le député européen d'Herri Batasuna dans la fraction parlementaire à cause des questions de la violence et de la lutte armée (il y a chez les Verts et même DP des secteurs « pacifistes » au sens traditionnel). Qu'en serait-il demain vis à vis du Sinn Fein par exemple ?

Soit nous agissons et recherchons des formes de coordination ou d'accords réciproques plus larges entre ces courants, nous, les rénovateurs en France, le MCE et la LCR en Espagne, le Sinn Fein et Herri Batasuna, pour introduire dans cette nouvelle gauche européenne

en gestation des confrontations politiques, des choix d'orientation, qui évitent notre isolement et maintiennent à l'ordre du jour la traduction concrète de références communistes.

Un tel choix supposerait une étroite collaboration entre les sections afin de voir dans quel sens chacune peut agir : les Britanniques vis-à-vis de la gauche travailliste, les camarades autrichiens dans les verts, le VSP en Allemagne, la LCR dans l'État espagnol. Même s'il ne peut pas nécessairement y avoir coïncidence immédiate des tactiques.

4. Renforcer dans ce sens le fonctionnement de l'Internationale

Tout cela suppose de renforcer en conséquence le fonctionnement de l'Internationale.

a) Resserrer le fonctionnement des BPs autour du SU et du CEI. Pour agir dans ce sens, les réunions annuelles de BP sont en effet insuffisantes, même si elles demeurent nécessaires. Un élément de solution avancé par les camarades belges et allemands dans la discussion du CEI de juin, la tenue de réunions bilatérales entre directions de section, peut être utile pour approfondir les échanges, mais elle comporte aussi le danger d'accroître les tendances centrifuges si elle ne s'accompagne pas en même temps d'un effort accru de centralisation. Peut-être faudrait-il régulariser la tenue de « commissions européennes » des membres du SU autour de chaque réunion de cette instance pour traiter à fond les problèmes d'une section, d'une lutte importante, etc.

b) Renforcer l'utilisation de l'École d'Amsterdam. C'est en effet un outil encore trop peu et trop mal utilisé par les directions européennes. C'est en effet une occasion unique pour des dirigeants de sections de discuter de problèmes généraux d'orientation et d'échanger les expériences avec des dirigeants d'autres

sections pendant trois mois. Seuls jusqu'à présent les camarades de l'État espagnol et de Belgique ont eu le souci d'une utilisation méthodique de l'école en y planifiant le passage des membres centraux de leur direction.

c) Améliorer l'information écrite. D'abord en relançant l'utilisation (quitte à en rediscuter la conception) de la rubrique d'IVP-*Inprecor* sur la vie de l'Internationale. Mais aussi en accordant plus d'attention et de soin aux articles d'information et d'orientation régulièrement envoyés par les directions de section. IVP-*Inprecor* devraient constituer au moins au niveau des directions (CC) un capital d'informations régulières et communes permettant d'alimenter des discussions sans passer un temps démesuré à un rappel informatif. Si cela ne suffit pas, la « commission européenne » du SU pourrait, à l'occasion de chacune de ses réunions, confectionner un petit dossier de documents importants (même non traduits) à l'intention des directions de sections.

d) Maintenir l'effort sur la jeunesse autour du stage annuel des directions de jeunesse et du camp d'été.

e) prendre les initiatives communes qui sont à notre portée et permettent que les militants se connaissent réciproquement. Plutôt que la multiplication des coordinations souvent inefficaces, il peut s'agir d'initiatives ponctuelles (réunion automobile prévue, anniversaire de la fondation de la IV^e), mais davantage encore d'une collaboration entre sections à l'occasion d'événements majeurs : campagne des 35 heures en Allemagne, grève des mineurs britanniques, luttes de la jeunesse. Il ne serait pas absurde d'envisager, avec toutes les précautions de responsabilité et de non-ingérence, des échanges militants (séjours de quelques semaines ou quelques mois dans une section) du moins au niveau de direction, pour internationaliser leur connaissance pratique et leurs préoccupations. Il est aussi possible d'envisager des réunions bilatérales d'échanges d'expériences entre sections, par

exemple sur les questions syndicales, sur les questions d'appareil et de fonctionnement, etc.

f) Réfléchir au niveau de chaque section sur l'internationalisation de ses propres directions : rapports réguliers en CC sur les réunions de direction de l'Internationale, distribution de sujets à suivre entre les membres d'un BP, participation ou aide à l'École d'Amsterdam.

g) Préparer dès la prochaine réunion des BPs européens (janvier 1987?), les élections européennes de 1989, tant du point de vue des prises de contact et des initiatives, que de l'élaboration d'un document d'orientation (par exemple un petit livre sur la construction européenne et les grands problèmes politiques qui y sont liés).

h) Tout cela renvoie aussi en dernière analyse aux questions de fonctionnement du SU, du bureau et de la rédaction de la presse internationale, qui doivent faire l'objet d'une rediscussion, et qui outrepassent le cadre de ce rapport. Stage d'été de la LCR, août 1987